



Communiqué de presse



Estive 2024 : les gardien.nes de troupeaux ne se laissent plus faire !

L'estive 2024 touche bientôt à sa fin. Comme chaque année, les gardien.nes de troupeaux ont du faire face à des conditions de travail très difficiles, des salaires minables et des pratiques souvent intolérables de la part des éleveurs. Cependant, de nombreux bergères et bergers ont décidé de ne plus se laisser faire, relèvent la tête et sollicitent leurs syndicats pour faire valoir leurs droits.

Chaque jour, nos militants reçoivent des appels de collègues exerçant leur profession dans des conditions totalement inadmissibles. Le constat est sans appel, d'années en années notre situation se dégrade : heures de travail non rémunérées, conventions collectives et accords locaux bafoués, logements insalubres voire dangereux, intoxications à l'eau non potable, accidents du travail dissimulés, agressions physiques, harcèlements, chantage au salaire, pression à la démission, licenciement abusifs, arrêts maladies non reconnus... En gros, mépris, négligence, et arrogance du patronat agricole pétri d'un sentiment d'impunité.

Malgré la précarité et les pressions diverses, nombreux sont celles et ceux qui ont décidés de se battre pour faire respecter leur droit à vivre et travailler dignement. Des Alpes aux Pyrénées en passant par la plaine de la Crau, de plus en plus de gardien.nes de troupeaux ont fait le choix de saisir les prud'hommes afin que justice leur soit rendue.

Est-il normal de devoir en passer par là pour que nos droits les plus élémentaires soient respectés ? Ne pas se faire frapper, ne pas s'intoxiquer avec l'eau que nous buvons, être payé lorsque nous travaillons...

La balle est dans le camp du patronat. Plutôt que d'écrire des communiqués odieux contre les organisations de salariés, la FNSEA ferait mieux de calmer ses sinistres troupes. Durant l'été la FRSEA PACA, adepte de l'outrance, a qualifié les militants syndicalistes d'« intégristes », alors même que nous demandons depuis des mois l'ouverture de négociations dans les Bouches du Rhône...sans aucune réponse de leur part.

Au niveau national, la FNSEA a tenté d'annuler la séance de négociations du 25 Septembre pour finalement la remplacer par une visio-conférence de 2h30. Il est impossible de négocier dans ces conditions là. La situation sociale gravissime dans laquelle se trouvent les berger.es, vacher.es, chevrier.es impose la mise en place d'un calendrier impliquant des réunions régulières et un ordre du jour précis.

Rappelons que nous avons communiqué des propositions détaillées à la FNSEA il y a bientôt un an. Il est temps d'en discuter. En persévérant dans cette stratégie délétère visant à laisser pourrir la situation, le patronat agricole porte l'entière responsabilité de la catastrophe sociale qui s'abat chaque été sur nos montagnes et chaque hiver dans les fermes.

Les Syndicats de Gardien.nes de Troupeaux - CGT

A Saint-Martin de Crau, le 24 Septembre 2024